



PRÉFÈTE DES HAUTES-PYRÉNÉES

Service de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Pôle environnement et procédures publiques

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral complémentaire
relatif à l'enregistrement des installations
exploitées par la RICT du Grand Tourmalet
à BAGNERES-de-BIGORRE – La MONGIE**

**La Préfète des Hautes-Pyrénées
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre National du Mérite**

Vu le titre 1er du livre V du code de l'environnement, notamment ses articles L.513-1, R.512-46-1 et suivants,

Vu le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 4220 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le bilan de conformité aux distances d'éloignement fixées à l'article 2.2.1 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010 susvisé, établi par la RICT du Grand Tourmalet le 9 octobre 2013,

Vu l'arrêté préfectoral n°2008151-19 du 30 mai 2008 portant agrément technique d'un dépôt d'explosifs civils et de détonateurs, complété par trois arrêtés préfectoraux portant agrément technique n°2012332-0002 du 27 novembre 2012, n°2012349-0003 du 14 décembre 2012 et n°65-2016-11-08-001 du 8 novembre 2016,

Vu le courrier de la RICT du Grand Tourmalet en date du 9 avril 2018, demandant une modification des quantités d'explosifs stockées,

Vu les rapports de l'inspection des installations classées du 20 avril 2016, du 14 avril 2017 et du 29 juin 2018,

Vu l'avis du CODERST émis le 27 septembre 2018,

Considérant la nécessité de scinder les actes administratifs relatifs à la sécurité pyrotechnique (code de l'environnement) d'une part, et à la sûreté (code de la défense) d'autre part ;

Considérant la nécessité d'une mise à jour de la situation administrative de l'établissement, suite à la parution du décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Considérant que la modification sollicitée ne remet pas en cause les zones de dangers définies autour du dépôt d'explosifs ;

Attendu que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société RICT du Grand Tourmalet par lettre du 28 septembre 2018 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Hautes-Pyrénées,

ARRETE

Art 1^{er}. – Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions relatives à la situation administrative au titre du code de l'environnement ainsi qu'à la sécurité pyrotechnique des dépôts, issues de l'arrêté préfectoral du 30 mai 2008 modifié le 27 novembre 2012, le 14 décembre 2012 et le 8 novembre 2016, sont annulées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Art. 2. – Nature, volume et situation administrative des installations

Le dépôt exploité par la RICT du Grand Tourmalet à Bagnères-de-Bigorre – La Mongie sont enregistrés :

Rubrique	Régime
4220-2	E

Le tableau détaillé est repris en annexe.

Art. 3. – Prescriptions techniques applicables

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010 susvisé, relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 4220, s'appliquent aux installations mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, dans les conditions prévues pour les installations existantes.

Ces prescriptions sont complétées par celles émises aux articles 4 et 5 du présent arrêté.

Art. 4. – Zones de dangers autour des dépôts

Ces prescriptions sont reprises en annexe.

Art. 5. – Prescriptions techniques complémentaires

Ces prescriptions sont reprises en annexe.

Art. 6. – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

* 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

* 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Art. 7. - Publicité

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de BAGNERES-de-BIGORRE pour y être consultée par tout intéressé.

Une copie du présent arrêté ou un extrait, sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le soin du maire concerné.

Art. 8. – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture des Hautes-Pyrénées,

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

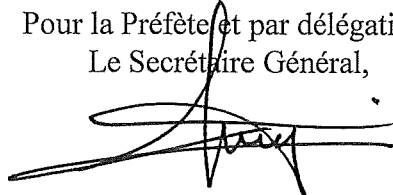
Le Maire de Bagnères-de-Bigorre,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera adressée :

- pour notification : à la Régie Intercommunale du Tourmalet.

Tarbes, le 26 OCT 2018

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Samuel BOUJU